

BULLETIN

Le magazine
du travail décent

3 / 25

Focus:
NOTRE
TRAVAIL DANS
DES CONTEXTES
FRAGILES



BRÜCKE
Le PONT



Photos de couverture et quatrième de couverture : deux participantes du projet Karité. Elles font partie du peuple Peul, un groupe nomade qui vit dans une grande partie de l'Afrique occidentale. En collaboration avec ses partenaires locaux, Brücke Le Pont travaille avec les Peuls dans le nord du Bénin.

IMPRESSUM

Édité par : Brücke Le Pont,
Rue St-Pierre 12, 1700 Fribourg
+41 26 425 51 51
info@bruecke-lepont.ch
bruecke-lepont.ch

Rédaction : Pascal Studer
Images : Brücke Le Pont, AFVA, Codemuh,
Voll Toll GmbH
Image de couverture : retouche d'un élément
génant (assistée par IA)
Design : Studio Way, Zürich
Impression : Cavelti AG, Gossau
Le bulletin paraît trois fois par an.

Impression climatiquement neutre
sur papier FSC.

DONS

IBAN CH43 0900 0000 9001 3318 2
Bénéficiaire : Brücke Le Pont,
Ausstellungsstrasse 21, 8005 Zürich
Ou en ligne : → bruecke-lepont.ch/dons



Votre don en
bonnes mains.

BRÜCKE LE PONT œuvre pour un monde juste dans lequel tous les êtres humains peuvent vivre de façon autonome d'un travail décent.

Avec notre programme de développement, nous soutenons l'amélioration durable des conditions de vie et de travail en Afrique de l'Ouest et en Amérique centrale. Le programme « Travail en dignité » bénéficie du soutien de la Direction du développement et de la coopération (DDC), Département fédéral des affaires étrangères (DFAE).



Cher lecteur, chère lectrice,

La Grande-Bretagne et l'Allemagne le font, tout comme le Japon, les Pays-Bas et la Finlande, sans bien sûr oublier les États-Unis. À l'instar de la Suisse, la plupart des pays industrialisés riches ont réduit leurs moyens consacrés à la coopération internationale (CI). Le message est aussi triste que clair : le Nord global abandonne les plus démunis.

Les conséquences sont logiques : moins de moyens pour la CI signifie moins d'impact. On peut donc s'attendre à une augmentation de la mortalité, de la pauvreté et des conflits, ainsi qu'à un affaiblissement des structures démocratiques. En bref, les contextes déjà fragiles dans lesquels opèrent les acteurs de la CI vont s'aggraver. Et cela rendra encore plus difficile le travail des organisations de développement. Un véritable cercle vicieux.

Mais les contextes incertains ne sont pas une nouveauté pour Brücke Le Pont. C'est un aspect de notre travail quotidien, dans les pays où nous menons nos programmes, mais également en Suisse. Dans ce bulletin, nous vous expliquons comment nous gérons ces situations avec nos partenaires sur place.

Je vous souhaite une lecture passionnante et vous remercie sincèrement pour votre soutien. Il est plus important que jamais.

Cordialement
Franziska Theiler, directrice

« Le chômage, la pauvreté et l'exclusion sociale créent un terrain propice à la radicalisation. »

Elise Tama est la directrice de l'organisation partenaire l'Association des Femmes Vaillantes et Actives (AFVA) dans le nord du Bénin. Depuis plusieurs années, les groupes extrémistes y sont de plus en plus présents et des attaques ont régulièrement lieu dans la région du projet. Cela rend le travail de l'AFVA et de Brücke Le Pont pour le projet Karité difficile, mais d'autant plus important.

Texte : Pascal Studer

Rares sont les jours où le Conseil de sécurité de l'ONU prend position de façon unanime. Pourtant, le 24 janvier de cette année a été une exception. Les membres de cet organe puissant ont « fermement condamné les attaques terroristes dans la zone de Point Triple au Bénin ». Dans cette région du nord du pays, des groupes armés

venus du Niger et du Burkina Faso ont mené une attaque contre une base militaire béninoise bien équipée au début de l'année.

Le groupe Jama'at Nusrat al-Islam wal Muslimin (JNIM), affilié à Al-Qaïda, a revendiqué l'attaque. Environ 30 personnes ont perdu la vie lors de cet assaut.



Elise Tama connaît le nord du Bénin depuis son enfance. « Les communautés locales vivent sous la menace constante des groupes extrémistes », explique-t-elle.

À quelques kilomètres du lieu de l'attentat, dans la commune de Kandi, se trouve un lieu de rencontre de l'AFVA. Depuis début 2021, Brücke Le Pont travaille en étroite collaboration avec cette ONG locale et avec Elise Tama, sa directrice, dans le cadre du projet Karité. Elle observe depuis longtemps l'insécurité croissante dans la zone du projet. « La dynamique du conflit a une grande influence sur notre travail sur le terrain », explique-t-elle.

Elise Tama, les médias suisses parlent peu du nord du Bénin. Que se passe-t-il ?

La violence trouve son origine dans les zones frontalières avec le Burkina Faso et le Niger, où des groupes armés déstabilisent la région. Il y a plusieurs raisons à cela. Tout d'abord, la violence augmente dans toute la région du Sahel, y compris dans ces deux pays enclavés. De plus, des tensions surgissent régulièrement entre les agriculteurs•trices et les éleveurs•euses au sujet

de l'accès aux ressources naturelles. Le chômage des jeunes est également un problème. Dans ce contexte, les groupes armés envahissent régulièrement la région de notre projet. Parallèlement, ils imposent des taxes aux agriculteurs-trices. Ces groupes attisent la peur et créent de la méfiance et des tensions. Ils en tirent profit, car ils se présentent ensuite comme les protecteurs de la population.

Qu'est-ce que cela signifie pour votre travail ?

Il existe d'importantes restrictions pour les acteurs de la coopération au développement et de l'humanitaire. L'insécurité croissante empêche l'accès à certaines zones rurales, en particulier celles situées près des frontières avec le Burkina Faso et

le Niger. Il est extrêmement dangereux de s'y rendre en raison du risque élevé d'attaques armées, d'engins explosifs improvisés et d'embuscades. Dans ces zones rouges, les activités du projet sont souvent reportées ou nécessitent une escorte militaire. Cela entrave notre travail.

« L'insécurité croissante empêche l'accès à certaines zones rurales »

Elise Tama,
Directrice de l'AFVA

Elise Tama aurait pu mener une vie plus tranquille et plus sûre. Après avoir grandi dans le nord du pays, elle a déménagé dans le sud pour faire des études de droit à Cotonou, le centre économique du Bénin. De manière générale, les conditions de vie des habitant·es du sud diffèrent considérablement de celles de leurs compatriotes du nord. Ce dernier est structurellement défavorisé et la pauvreté y est plus répandue que dans les régions côtières ou dans le centre vallonné. Malgré cela, Elise a décidé de retourner dans la région de Kandi. « J'aurais pu rester en ville comme tous les autres. Mais je veux contribuer au développement de ma communauté », explique-t-elle.

L'État est-il trop peu présent dans le nord ?

Dans certaines zones rurales, oui. Mais les autorités ne sont pas restées inactives. Avec l'opération militaire « Mirador », leur présence dans la région en conflit a été considérablement renforcée depuis 2021. Plus de 12 000 soldats y sont stationnés, et les troupes sont équipées de manière professionnelle. Cependant, la géographie de la région joue en faveur des groupes radicalisés du Sahel. Les frontières avec le Burkina Faso et le Niger sont perméables, et le terrain accidenté. Ils profitent également des vastes parcs nationaux, difficiles à contrôler pour les forces béninoises. Tout cela complique la lutte contre ces groupes. →

De l'arbre au pot : le beurre de karité est également appelé « l'or des femmes ». Ici, une participante au projet conditionne du beurre fraîchement fabriqué pour la vente.

Plus de revenus grâce au beurre de karité : le projet Karité en bref

Les noix de l'arbre de karité contiennent de la précieuse matière grasse utilisée pour l'alimentation et les soins de la peau. Elles sont transformées en beurre de karité, très apprécié nationalement mais également à l'international. La collecte et la transformation de ces noix constituent l'une des principales activités génératrices de revenus pour de nombreuses femmes du nord du Bénin et façonnent la culture locale. Mais les arbres sont menacés par la déforestation.

Le projet Karité sensibilise la population à l'importance sociale, économique et écologique de ces arbres, renforce les compétences des cueilleuses et des transformatrices grâce à des formations et soutient le reboisement ainsi que les méthodes de production durables. Actuellement, environ 5 000 personnes dans cinq communes bénéficient directement du projet, dont environ 3 600 femmes.

La cohésion sociale fait désormais partie intégrante du projet. En travaillant au sein de coopératives, les participantes du projet augmentent non seulement leurs revenus, mais réduisent également la méfiance sociale que les groupes radicaux attisent et exploitent. Les Peuls, groupe nomade souvent considéré avec méfiance par les populations sédentaires, ainsi que les réfugié·es participent ainsi désormais au projet. En effet, les réfugié·es, fuyant l'augmentation de la violence au nord du Bénin, sont d'autant plus vulnérables.



Comment se passe la coopération avec les pays voisins du nord, le Niger et le Burkina Faso ?

Les relations sont fortement compromises. La situation politique est complexe : la coopération avec les autorités du Burkina Faso et du Niger est difficile depuis les coups d'État militaires qui ont eu lieu dans ces deux pays il y a quelques années. Cela complique la coordination locale entre les forces de sécurité.

Le Bénin est bordé au nord par le Sahel, région également appelée « ceinture des coups d'État ». En effet, depuis 2020, des coups d'État militaires ont eu lieu non seulement au Niger et au Burkina Faso, mais aussi en Guinée, au Tchad et au Soudan. C'est dans ce contexte qu'il faut également

considérer le retrait des troupes françaises de la région. Depuis début 2025, la France n'est plus présente dans aucun pays du Sahel. Mais alors que le Burkina Faso et le Niger ont banni l'armée française de leur territoire, des troupes de l'ancienne puis-

« Les gens ont peur d'être considérés comme complices de l'État ou des ONG, car ils craignent les représailles. »

Elise Tama,
Directrice de l'AFVA



Jeunes plants d'arbre de karité. Des années plus tard, l'ombre de ces arbres protégera notamment les sols de la sécheresse.



Les arbres de karité sont de plus en plus victimes de la culture sur brûlis. Cela a des conséquences désastreuses sur l'écosystème. Une partie du projet consiste donc à préserver le patrimoine forestier.

sance coloniale sont toujours présentes au Bénin. Cette approche différente du traumatisme colonial commun constitue un point sensible dans les relations du Bénin avec ses voisins du nord.

Comment évalues-tu la puissance militaire des groupes extrémistes ?

Ils sont capables de mener des attaques coordonnées sur le territoire béninois. Ils peuvent circuler librement et se replier grâce aux conditions géographiques favorables de la région. Cela rend difficile la neutralisation de ces groupes par l'armée. Mais les relations complexes entre les différents groupes de la population jouent également en leur faveur. La méfiance au sein de la

société persiste, en particulier entre la population locale et les forces de sécurité béninoises.

Que signifie cette méfiance de la population pour le travail du projet ?

Les communautés locales vivent sous la menace constante des groupes extrémistes. Les gens ont peur d'être considérés comme complices de l'État ou des ONG, car ils craignent les représailles. Ils hésitent donc à exprimer librement leur opinion ou à participer à des projets. Il est ainsi difficile d'obtenir des informations fiables et de prendre les décisions les plus appropriées pour le projet. Puisque nous sommes bien implantés dans la région, nous parvenons

malgré tout à obtenir ces informations, mais cette méfiance complique la coopération entre les différents acteurs tels que les ONG, les dirigeants locaux et les autorités.

Le nord est pauvre, même selon les normes béninoises. Quel impact cela a-t-il sur la sécurité ?

Le chômage, la pauvreté et l'exclusion sociale créent un terrain propice pour la radicalisation. C'est pourquoi notre projet est si important dans ce contexte tendu. En misant sur la promotion des revenus, la formation professionnelle, en particulier chez les jeunes, et l'amélioration des conditions de vie des ménages vulnérables, nous réduisons considérablement la tendance à

prendre les armes. De plus, notre projet favorise la cohésion sociale en réduisant la stigmatisation de certains groupes. Je pense ici principalement aux Peuls.

Les Peuls sont un peuple d'origine nomade. Ils vivent dans une grande partie de l'Afrique occidentale, notamment au Bénin. Les Peuls se distinguent des autres groupes ethniques par leur culture et leurs vêtements. Leur tenue traditionnelle se compose d'une robe colorée et fluide. Les tatouages faciaux font également partie de leur culture. Les Peuls sont souvent marginalisés. C'est pourquoi leur participation au projet est d'autant plus importante.



Comment vois-tu l'avenir du projet ?

Il est important de continuer à intégrer une dimension sociale et participative dans le projet. La situation dans le nord du Bénin est tellement complexe qu'il n'y a pas d'autre solution. Les populations doivent contribuer activement à la résolution des conflits. Cela signifie avant tout qu'il faut donner un rôle clé aux leaders d'opinion locaux. Une chose est claire : avec le projet Karité, nous ne nous contentons pas de renforcer la situation socio-économique des femmes et de contribuer à l'augmentation des revenus des familles. Nous apportons également une contribution importante à la lutte contre la radicalisation sur place.🕒

Que veulent les groupes radicaux ?

Le Bénin, pays côtier d'Afrique de l'Ouest, est bordé au nord par deux pays enclavés : le Niger et le Burkina Faso. Ces deux pays font face à la pauvreté, et des groupes extrémistes violents y sont de plus en plus présents, franchissant les frontières nationales. Ce phénomène n'est pas nouveau et ne date pas de l'attaque meurtrière de janvier dernier. Dès 2022, Aclad, une ONG américaine spécialisée dans l'analyse des conflits, avertissait : « Le djihad s'implante au nord du Bénin ».

Pour les groupes radicaux, la déstabilisation a un but stratégique : ils cherchent à obtenir un accès direct à la mer. Or les actes de violence ont un coût, et le commerce mondial repose encore largement sur le transport maritime par conteneurs.

Les Peuls vivent dans de vastes régions d'Afrique de l'Ouest, notamment dans le nord du Bénin.

Une dictature disparaît, et les expert·es du droit du travail marquent le pays

Jusqu'à récemment, le peuple hondurien était prisonnier d'une dictature. Le fait qu'une organisation partenaire de Brücke Le Pont ait malgré tout pu s'implanter dans ce pays est un véritable succès. Aujourd'hui, son expertise est plus demandée que jamais.

Texte : Nicolas Schärmeli

Le Honduras se remet lentement du coup d'État de 2009. Celui-ci a donné naissance à une dictature qui a longtemps fait vivre la population dans la peur. En février 2018, l'organisation de défense des droits humains Amnesty International dénonçait un niveau élevé de violences sexistes, de discriminations à l'encontre de la population indigène et de répressions brutales des manifestations.

Réussir malgré la dictature

Aujourd'hui, le pays se dirige pas à pas vers la démocratie. En novembre prochain auront lieu les premières élections depuis longtemps. Mais les succès remportés par Brücke Le Pont et son organisation partenaire Colectiva de Mujeres Hondureñas (Codemuh) dans le cadre du projet Obreras de Maquila trouvent leurs racines dans cette période violente.

Cette évolution est encourageante, car elle crée les conditions cadres permettant aux organisations locales telles que Codemuh de mieux défendre les droits des travailleurs et travailleuses du secteur textile sur le plan structurel. Et c'est précisément l'objectif du projet : la défense des droits du travail dans l'industrie textile. C'est important car ces personnes, qui sont majoritairement des femmes, travaillent souvent dans des conditions précaires : absence de prestations sociales, refus des propriétaires d'usines de payer les salaires, voire, dans certains cas, obligation pour les femmes de se faire avorter. La situation des travailleurs-euses en matière de droits humains est catastrophique, malgré la démocratisation du pays.

Les droits du travail et les droits humains des femmes sont particulièrement menacés dans les usines textiles.

Le Tribunal fédéral sollicite un avis

Il est réjouissant de voir comment le projet Obreras de Maquila s'est développé ces dernières années. Il est aussi remarquable de constater à quel point l'organisation de femmes Codemuh, qui a débuté comme un mouvement populaire, a acquis entre-temps une expertise solide et une grande crédibilité. La directrice générale et experte en matière de droit du travail Maria Luisa Regalado, est désormais considérée comme une personnalité par les autorités publiques. Elle rencontre régulièrement le

président de la Cour fédérale pour discuter de la situation des travailleurs-euses du secteur textile, et les instances publiques telles que le bureau régional du droit du travail la consultent sur ces questions.

Cela témoigne de l'importance du projet au Honduras. Et c'est un point crucial, car la coopération au développement ne peut fonctionner que si une relation est établie avec l'État qui rend le travail sur le terrain possible. ☺



Fin de l'USAID : une structure s'effondre

La dissolution de l'USAID touche toutes les ONG. L'influence de l'agence américaine pour le développement était trop importante. Avant sa dissolution, environ 40% des fonds de développement de tous les membres de l'OCDE, provenaient des États-Unis. Cela s'explique principalement par leur PIB élevé, auquel sont liés les fonds de développement.

Brücke Le Pont n'a reçu aucun financement de l'USAID. Cependant, les projets de développement se complètent souvent mutuellement. Par exemple, dans le cadre de notre projet « Ananas équitables » au Bénin, les ouvriers et ouvrières agricoles sont confronté-es à un problème de transport pour acheminer les fruits récoltés vers les marchés locaux. En effet, chaque minute passée sous le soleil de plomb diminue la qualité de ces denrées alimentaires. Un système de refroidissement de l'USAID aurait dû remédier à cette situation, mais la réduction radicale des fonds a mis un terme à ce projet.

Il est toutefois trop facile de pointer du doigt uniquement la politique américaine. En fin de compte, de nombreux pays européens ont également réduit leurs fonds destinés à la coopération au développement. Bien sûr, la liquidation de l'USAID est brutale. Mais à quelques exceptions près, l'Europe tourne également le dos au Sud global.

Pascal Studer
Communication et politique
de développement



Bienvenue, Juliana !

Juliana Campos est la nouvelle directrice adjointe de Brücke Le Pont. Elle est responsable de la collecte de fonds, de l'administration et des finances. Auparavant, elle a travaillé dans la coopération internationale, au sein d'une organisation faîtière suisse pour les personnes handicapées et au Technorama. « L'approche systémique de Brücke Le Pont me convainc. Le travail est essentiel pour nous tous, et les personnes en situation de marginalisation doivent elles aussi avoir une chance réelle d'avoir un avenir plein d'espoir. » Elle se réjouit beaucoup de collaborer avec l'équipe engagée de Brücke Le Pont.

En collaboration avec une large coalition, Brücke Le Pont a appelé les responsables politiques suisses à prendre des mesures efficaces contre la fast fashion sur la Place fédérale.

Après le départ : que reste-t-il au Brésil ?

Brücke Le Pont a mis fin à son programme au Brésil à la fin de l'année dernière. Mais l'impact de notre travail perdure. En effet, des structures durables ont été créées et sont toujours actives, malgré notre départ. Découvrez l'interview de Fábio Nery, entrepreneur dans l'État de Piauí, sur notre blog pour en savoir plus.



→ bruecke-lepont.ch/effet-durable-bresil

Fonds suisse pour la mode : Brücke Le Pont déclare la guerre à la fast fashion

En Suisse, 100 000 tonnes de vêtements usagés, produits dans des conditions d'exploitation et consommés à la hâte, sont incinérés ou exportés comme déchets chaque année. Telle est la triste réalité de la fast fashion. En collaboration avec Public Eye et d'autres partenaires, nous déclarons la guerre à cette situation avec le Fonds suisse pour la mode. L'idée est que l'industrie de la mode verse une contribution au fonds pour chaque vêtement neuf vendu. Le principe : plus les produits sont durables, plus la contribution est faible. Nous nous engageons ainsi fortement en faveur d'une mode de qualité, équitable et durable. La balle est désormais dans le camp des politiques, la pétition ayant déjà été remise au Conseil fédéral.



→ publiceye.ch/stop-fast-fashion



Votre don a un impact durable



Avec votre don, vous soutenez des personnes qui vivent dans des régions instables, dans la pauvreté ou qui ont besoin d'aide dans nos pays d'intervention. Grâce à votre engagement, les participant·es de nos projets améliorent durablement leur vie. Merci beaucoup pour votre précieuse contribution !

Brücke Le Pont
Rue St-Pierre 12, 1700 Fribourg
bruecke-lepont.ch

Comment faire un don ?



Sur notre site internet
bruecke-lepont.ch/dons



Par e-banking sur le compte
IBAN CH43 0900 0000 9001
3318 2



Avec un bulletin de versement
QR (téléchargeable sur
bruecke-lepont.ch/dons)



Avec l'application Twint,
depuis votre portable

**Faites un don avec
TWINT !**



Scannez le code QR avec
l'app TWINT



Confirmez le montant et
le don



Chaque contribution – quel que soit le montant – est cruciale. Faites un don dès maintenant. Merci beaucoup !

Ensemble pour un travail décent